

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 18 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FERME ÉOLIENNE DE DONZERE

188 Rue Maurice BEJART
CS 57 392
34 080 Montpellier

Références : 20241118-RAP-DAEN1071
Code AIOT : 0006112397

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2024 dans l'établissement FERME ÉOLIENNE DE DONZERE implanté ZAC des Éoliennes 26 290 Donzère. L'inspection a été annoncée le 30/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée suite à la déclaration de cessation d'activité du parc éolien de Donzère, notifiée par l'exploitant le 20 août 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERME ÉOLIENNE DE DONZERE
- ZAC des Éoliennes 26 290 Donzère
- Code AIOT : 0006112397
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le parc éolien de Donzère exploitait jusqu'alors 5 aérogénérateurs Nordex (modèle N43/600), d'une puissance unitaire de 0,6 MW dont la hauteur (mât + nacelle) est de 50 mètres, munis d'un poste de livraison.

Mis en service le 1er septembre 1999, le parc est donc arrivé au bout des 25 années d'exploitation. Les recherches menées par l'exploitant pour continuer à exploiter le parc n'ayant pu aboutir, l'activité a donc cessé le 31 août 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection a été l'occasion d'aborder certains points liés au chantier et à la délivrance de

l'attestation éolien :

- concernant la mise en sécurité du chantier :

Un portail d'accès a été mis en place au niveau de l'éolienne E3, les autres se situant en bordure de route, elles sont, quant à elles, équipées de panneaux de signalisation invitant à limiter l'accès.

Dès la mise à l'arrêt du site, les aérogénérateurs ont été mis en sécurité et les rotors ont été bloqués à l'aide du système « rotorlock » qui empêche la rotation du rotor.

Le balisage diurne des éoliennes encore en place est fonctionnel.

- Concernant la réalisation de l'attestation éolien :

Les articles 98 à 109 de l'arrêté ministériel du 9 février 2022 fixent les exigences pour la réalisation des attestations éolien (certification des bureaux d'études, lien avec l'article 29 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011, livrable, identification du bureau d'études, ...)

Le bureau d'études SOCOTEC accompagne le porteur sur ce projet de démantèlement et sera en charge de délivrer l'attestation éolien.

- Concernant la réalisation du chantier :

Le chantier de démantèlement est réalisé par la société Énergie Maintenance. Il existe des contraintes particulières pour ce chantier de démantèlement car le parc éolien se situe au sein d'une zone d'activités qui s'est étendue après sa mise en place. Certains aérogénérateurs sont ainsi démantelés le week-end afin de ne pas engendrer de gêne pour la circulation dans la zone d'activité.

Le démantèlement nécessite l'utilisation de deux grues pour démanteler successivement le rotor, la nacelle puis le mât en deux parties. L'exploitant indique que les grues mobiles ne sont pas équipées de balisage lumineux. Cependant, l'aviation a bien été informée de la présence des engins de grutage pendant la période du chantier.

Les éléments démantelés sont rapidement transférés sur une plateforme proche du site, au nord du parc, mis à la disposition de l'exploitant le temps du chantier par la société voisine FABEMI.

C'est sur cette plateforme que les éléments seront ensuite découpés pour être envoyés ensuite dans les filières de traitement des déchets. Les découpes se font à l'eau pour éviter toute projection de matériau et sur une bâche géotextile permettant la récupération des déchets de découpe.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration ORÉOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2> II.	Sans objet
2	Procédure de mise à l'arrêt définitif	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 515-105	Sans objet
3	Démantèlement et remise en état	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R. 515-106	Sans objet
4	Notification de mise à l'arrêt définitif	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 515-107	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Attestation éolien	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 515-108	Sans objet
6	Description des opérations de démantèlement et de remise en état	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29-I	Sans objet
7	Devenir des matériaux	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29-II	Sans objet
8	Contenu de l'attestation éolien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29-III	Sans objet
9	Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est engagé dans la procédure de cessation en ayant une bonne maîtrise des attendus. Il est accompagné du bureau d'études SOCOTEC pour la délivrance de l'attestation éolien et de l'entreprise de démantèlement Énergie Maintenance qui se dit forte d'une grande expérience dans le domaine.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration ORÉOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2> II.
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration ORÉOL
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :- le dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ;- le dépôt d'un dossier au préfet en application du II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;- la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs ;- la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;- le démarrage du chantier de démantèlement d'un aérogénérateur. Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.</p>
<p>Constats :</p> <p>La déclaration OREOL est bien publiée. La déclaration d'ouverture du chantier de démantèlement a été implémentée sur la fiche OREOL le jour de l'inspection. La fiche est dorénavant bien à jour.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Procédure de mise à l'arrêt définitif

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 515-105
Thème(s) : Autre, Procédure de mise à l'arrêt définitif
Prescription contrôlée : Par dérogation à l'article R. 512-39, aux I, II et III de l'article R. 512-39-1, aux articles R. 512-39-2 à R. 512-39-6, R. 512-66-1 à R. 512-66-2, aux I, V et VI de l'article R. 512-75-1 et à l'article R. 512-75-2, la mise à l'arrêt définitif d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent classée au titre de l'article L. 511-2 est régie par la présente section.
Constats : L'inspection informe l'exploitant que dans le cadre de la procédure de cessation d'activité, l'exploitant doit remettre une attestation, dite ATTES ÉOLIEN, après la fin du chantier. Le bureau d'études SOCOTEC est en charge de la rédaction de l'attestation éolien. Une recherche du bruit de fond des sols est prévue dans le rendu. L'exploitant indique qu'à sa connaissance, aucune recherche « sites et sols pollués » n'a été réalisée avant l'ouverture du chantier et, qu'au cours de la vie du parc, aucun incident de pollution des sols n'a été déploré.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Démantèlement et remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R. 515-106
Thème(s) : Autre, Démantèlement et remise en état
Prescription contrôlée : Les opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation comprennent : 1° Le démantèlement des installations de production ; 2° L'excavation de tout ou partie des fondations ; 3° La remise en état des terrains sauf si leur propriétaire souhaite leur maintien en l'état ; 4° La réutilisation, le recyclage, la valorisation ou à défaut l'élimination des déchets de démolition ou de démantèlement dans les filières dûment autorisées à cet effet. 5° L'intervention, conformément à l'avant dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, pour attester de la mise en œuvre des opérations prévues par les points 1° à 4°. Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe les conditions techniques de démantèlement et de remise en état, ainsi que le référentiel auquel doit se conformer l'entreprise mentionnée au 5°, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, et les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises. Les opérations de démantèlement et de remise en état d'un site sont également réalisées en cas de remplacement d'un ou plusieurs aérogénérateurs constituant une modification notable au sens de l'article R. 181-46.

<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'éolienne E1 était démantelée. Ne restait plus que la base du mât, qui a dû être découpée, à retirer.</p> <p>L'excavation des fondations et la remise en état des terrains, voulues par les propriétaires, seront réalisées suite au démantèlement des 5 aérogénérateurs.</p> <p>Le devis réalisé par la société SOCOTEC, transmis par l'exploitant dans son courriel du 24 octobre 2024, indique qu'il n'est, pour l'heure, pas prévu d'apports de terres extérieures pour remblayer les fouilles de fondations.</p> <p>Si un tel apport s'avérait nécessaire, un prélèvement et un contrôle de la bonne conformité chimique des remblais extérieurs au site vis-à-vis du bruit de fond local seront réalisés.</p> <p>L'entreprise en charge du démantèlement est aussi en charge du devenir des déchets.</p> <p>L'exploitant informe que les prescriptions de cet article sont intégrées dans les données validées par le bureau d'études SOCOTEC.</p> <p>Une excavation totale des fondations est prévue.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Si un apport de terres extérieures s'avérait nécessaire, un prélèvement et un contrôle de la bonne conformité chimique des remblais extérieurs au site vis-à-vis du bruit de fond local devront être réalisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Notification de mise à l'arrêt définitif

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 515-107</p>
<p>Thème(s) : Autre, Notification de mise à l'arrêt définitif</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsqu'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer les opérations prévues à l'article R. 515-106.</p> <p>III. - En cas de carence de l'exploitant dans la mise en œuvre des mesures prévues au II, il est fait application des procédures prévues à l'article L. 171-8. Le cas échéant, le préfet met en œuvre les garanties financières dans les conditions prévues à l'article R. 515-102.</p> <p>IV. - A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris en application des articles L. 181-12, L. 181-14, L. 512-7-5, L. 512-12 ou L. 512-20, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son courrier en date du 20 août 2024, l'exploitant notifie au préfet la date de mise à l'arrêt définitif de l'installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Attestation éolien

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 515-108
Thème(s) : Autre, Attestation éolien
Prescription contrôlée : Lorsque les travaux, prévus à l'article R. 515-106 ou prescrits par le préfet, sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet et lui transmet l'attestation établie par l'entreprise mentionnée au 5° de l'article R. 515-106. L'attestation est également transmise au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme ainsi qu'au propriétaire du terrain. Sauf opposition ou demande complémentaire du préfet dans un délai de deux mois à l'issue de la transmission de l'attestation, la remise en état du site est réputée achevée.
Constats : Le bureau d'études SOCOTEC aura la charge de rédiger l'attestation mentionnée au 5° de l'article R. 515-106. Le devis indique que le rapport et l'attestation éolien seront remis à l'exploitant sous 3 semaines après la fin des travaux. Il est rappelé à l'exploitant la liste des personnes destinataires de cette attestation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Description des opérations de démantèlement et de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29-I
Thème(s) : Autre, Description des opérations de démantèlement et de remise en état
Prescription contrôlée : I. Les opérations de démantèlement et de remise en état prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement « s'appliquent également au démantèlement des aérogénérateurs qui font l'objet d'un renouvellement. Elles » comprennent : <ul style="list-style-type: none">- le démantèlement des installations de production d'électricité ;- le démantèlement des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison. Dans le cadre d'un renouvellement dûment encadré par arrêté préfectoral, les postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison peuvent être réutilisés ; »- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet « et ayant été acceptée par ce dernier » démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation. « Dans le cadre d'un renouvellement dûment encadré par arrêté préfectoral, les fondations en place peuvent ne pas être excavées si elles sont réutilisées pour fixer les nouveaux aérogénérateurs. » ;- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur

une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.
Constats : Le jour de l'inspection, l'éolienne E1 était d'ores et déjà démantelée. L'exploitant indique que, sauf contrainte mécanique l'empêchant, les câbles étant reliés sur un réseau inter-éolien, il est prévu de retirer l'intégralité des câbles. Le démantèlement devant être réalisé d'ici la fin de l'année 2024, l'inspection se rendra sur site afin de pouvoir vérifier l'application des points réglementaires concernant le démantèlement des fondations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Devenir des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29-II
Thème(s) : Autre, Devenir des matériaux
Prescription contrôlée : II. Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet. Au 1er juillet 2022, au minimum 90 % de la masse totale des aérogénérateurs démantelés, fondations incluses, lorsque la totalité des fondations sont excavées, ou 85 % lorsque l'excavation des fondations fait l'objet d'une dérogation prévue par le I, doivent être réutilisés ou recyclés. Au 1er juillet 2022, au minimum, 35 % de la masse des rotors doivent être réutilisés ou recyclés. Les aérogénérateurs dont le dossier d'autorisation complet est déposé après les dates suivantes ainsi que les aérogénérateurs mis en service après cette même date dans le cadre d'une modification notable, doivent avoir au minimum : - après le 1er janvier 2024, 95 % de leur masse totale, tout ou partie des fondations incluses, réutilisable ou recyclable ; - après le 1er janvier 2023, 45 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable ; - après le 1er janvier 2025, 55 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable.
Constats : L'exploitant se dit vigilant sur ce point, en collaboration avec le bureau d'études SOCOTEC, afin que les pourcentages attendus pour le recyclage ou la réutilisation soient atteints. Les machines sur site, datant de 1999, ne disposent pas de fiche technique définissant les moyens de recyclages ou de réutilisation ni leur pourcentage. L'exploitant indique avoir pris les dispositions nécessaires à l'édition des bordereaux de suivi de déchets sur l'application TrackDéchets. L'entreprise de démantèlement Énergie Maintenance est en charge de la récupération et de la réutilisation. Elle notifie l'exploitant en cas de sous-traitance. Le responsable du chantier de démantèlement indique qu'il existe des solutions de réutilisation dans le secteur du mobilier de bureau ou d'extérieur pour les pales, principalement composées de fibres de carbone. Les câbles, les échelles intérieures et la structure du mât seront quant à eux traités dans des filières spécialisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contenu de l'attestation éolien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29-III
Thème(s) : Autre, Contenu de l'attestation éolien
Prescription contrôlée : III. Une fois les opérations de démantèlement et de remise en état achevées, l'exploitant fait attester, conformément à l'article R. 515-106 du code de l'environnement, que les opérations visées aux I et aux trois premiers alinéas du II ont été réalisées conformément aux prescriptions applicables. Cette attestation est établie par une entreprise répondant aux conditions fixées par les textes d'application de l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a mandaté le bureau d'études SOCOTEC afin qu'il rédige l'attestation une fois les opérations de démantèlement et de remise en état achevées, conformément à l'article R. 515-106 du Code de l'environnement. Le devis indique que l'attestation doit être délivrée sous 3 semaines après la fin des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : L'inspection a pu constater que les éoliennes E2 et E3 étaient maintenues fermées à clé. L'exploitant indique que les extincteurs ne sont retirés de l'éolienne que le jour du démantèlement. L'inspection a pu constater la présence d'un extincteur en pied de mât de l'éolienne E3.
Type de suites proposées : Sans suite